



Miriam Burke  
Co-greffière  
Comité mixte spécial sur la déclaration de situation de crise  
Parlement du Canada

Madame Burke,

Au nom du Bureau du Conseil privé (BCP), je suis heureux de répondre à la motion adoptée par le comité le 21 novembre 2023 dans laquelle celui-ci demande qu'un index des documents de la Commission sur l'état d'urgence (la Commission) soit mis à sa disposition ou qu'une explication de la raison pour laquelle un tel index ne peut pas lui être remis lui soit fournie au plus tard le 5 décembre 2023.

Le gouvernement du Canada est un ardent défenseur de l'importance du bilinguisme dans les opérations efficaces et inclusives du gouvernement. Le BCP agit actuellement à titre de gardien des documents, tels qu'ils existaient à la fin du mandat de la Commission, afin de faciliter le transfert des documents de la Commission à Bibliothèque et Archives Canada (BAC). Comme le veut la pratique courante, BAC évaluera sous peu quelles ressources documentaires ont une valeur archivistique et versera celles-ci dans ses systèmes numériques et ses installations de stockage afin de permettre l'accès et la préservation à long terme. Le BCP tient actuellement à jour le site Web de la Commission (pour une période d'un an), tandis que BAC prépare une version définitive aux fins de préservation. Ces documents sont maintenant assujettis à la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Nous apprécions les questions du comité sur le statut des documents de la Commission, mais souhaitons souligner que selon la *Loi sur les langues officielles*, la Commission n'était pas tenue de traduire tous les documents

Canada

en sa possession, mais devait communiquer avec le public de façon bilingue et fournir des services bilingues dans certaines circonstances, conformément à la *Loi*. Le décret établissant la Commission indique également que son rapport final doit être présenté dans les deux langues officielles. La Commission a produit un rapport exhaustif de plus de 2 000 pages dans les deux langues officielles qui résume les documents, les entrevues et les éléments de preuve examinés par la Commission au cours de ses procédures.

Le rapport final de la Commission regroupe des centaines d'heures de témoignages et des milliers de pages d'éléments de preuve dans les deux langues officielles. Le rapport se compose, entre autres, de deux volumes d'analyse, d'un rapport résumant les milliers de mémoires reçus au cours du processus de consultation publique et d'une collection de documents d'experts produits pour la Commission. Bien que nous puissions apprécier l'intérêt porté à ce matériel source, nous sommes convaincus que le rapport final offre une visibilité efficace sur le matériel source pour soutenir le travail important du comité.

Idéalement, tous ces documents pourraient être traduits dans un délai permettant au comité de conclure ses travaux en temps opportun. Comme l'a indiqué le greffier du Conseil privé dans sa lettre du 14 novembre 2023, le nombre total de documents est considérable et est estimé à plus de 265 000, dont environ 152 000 documents uniques. En plus de documents textuels de différentes tailles, le dossier de la Commission comprend divers types de courriels, d'images, de bases de données, de fichiers audiovisuels contenant de la parole ainsi que des captures d'écran de conversations par message texte. La majorité de ces documents existent dans une seule langue officielle. La traduction complète est estimée à plus de 300 millions de dollars et nécessiterait plusieurs années de travail.

Compte tenu du volume élevé de ressources documentaires, la Commission n'a pas créé de liste détaillée, fichier par fichier, de tous les documents transférés au BCP, mais elle a fourni un répertoire de haut niveau des renseignements ainsi que des détails comme la classification de sécurité. Un index contenant des renseignements plus détaillés, tel que demandé par le comité, nécessiterait des ressources attitrées et, considérant un tel volume de fichiers, pourrait nécessiter plusieurs mois de travail.

Dans un effort pour offrir plus de transparence au comité sur ce que contiennent les dossiers, nous avons inclus ci-dessous deux tableaux d'information. Le tableau 1 ci-dessous résume l'ensemble complet des ressources documentaires transférées au BCP au moment de la

conclusion de la Commission, La majorité de ces documents existent dans une seule langue officielle.

Le tableau 2 représente un sous-ensemble de documents, soit environ 6 %, décrivant les documents publiés sur le site Web de la Commission. Une petite partie de ceux-ci est disponible dans les deux langues officielles (colonne de gauche).

Comme l'indique le tableau 2 dans la colonne de droite, le site Web de la Commission présente 56 rapports et observations finales dans l'une des langues officielles, ainsi qu'environ 8 800 éléments de preuve. En partant d'une estimation moyenne de 14 pages par document, le niveau d'effort requis pour traduire tous les documents unilingues sur le site Web correspondrait à 16 millions de dollars et une durée d'environ 12 mois. En guise de solution de rechange à cette approche, nous soumettons à l'examen du comité la possibilité que le personnel du comité examine les documents unilingues sur le site Web et détermine précisément les fichiers à traduire en priorité pour le comité. Le BCP serait ravi de continuer à travailler avec le comité pour déterminer les ensembles de documents qui pourraient être soumis à la traduction par phases.

Le BCP se réjouit d'avoir l'occasion d'explorer d'autres moyens d'appuyer le travail du comité, reconnaissant que toute tentative de traduire tous les documents unilingues ne servirait pas les intérêts du comité dans un délai raisonnable.

Cordialement,



Alexandra Freeland  
Directrice générale par intérim  
Direction des services d'information  
et des données

Tableau 1 : Ensemble des fichiers de la Commission transférés au BCP après la clôture de la Commission

| <b>Collection</b>   | <b>Nombre estimé de fichiers</b> |
|---|----------------------------------|
| Administration (budget, RH, contrats, etc.)   | 125 fichiers                     |
| Documents relatifs à la qualité d'emploi et au financement  | 298 fichiers                     |
| Produits de communication (communiqués de presse, médias sociaux, etc.)   | 1 444 fichiers                   |
| Correspondance : parties ayant qualité pour agir, médias, public  | 8 075 fichiers                   |
| Accords et engagements  | 384 fichiers                     |
| Sommaires ministériels produits par le gouvernement du Canada   | 11 fichiers                      |
| Productions officielles des parties : base de données des parties (information mise à la disposition de toutes les parties ayant qualité pour agir)   | 24 380 éléments uniques*         |
| Productions officielles des parties – fichiers multimédias (vidéo, etc.)  | 661 éléments uniques*            |
| Productions officielles des parties – destinés uniquement aux avocats de la Commission  | 62 773 éléments uniques*         |
| Productions officielles des parties provenant du gouvernement du Canada   | 31 497 éléments uniques*         |
| Productions officielles des parties – « Très secret »   | 245 fichiers                     |
| Autres documents officiels comme le décret, les rapports de synthèse, les rapports institutionnels, les affidavits et les résumés des témoins.  | 1 137 fichiers                   |
| Information produite au cours des audiences publiques, y compris les preuves, les transcriptions, les vidéos, les citations à comparaître, les avis et les documents de la phase politique. | 17 059 fichiers                  |
| Consultations publiques   | 4 547 fichiers                   |
| Rapport final de la Commission  | 27 fichiers                      |

Lorsqu'un document est indiqué comme (unique\*), des versions d'image et de fichier natif du même enregistrement sont incluses dans la collection, de sorte que le nombre total estimé de fichiers a été réduit de moitié. Il faudrait effectuer une analyse détaillée pour confirmer le nombre exact de fichiers.

Tableau 2 : Informations de la Commission publiées sur le site Web de la Commission

| Publiées sur le site Web de la Commission dans les deux langues officielles | Publiées sur le site Web de la Commission dans la ou les langues où elles ont été soumises  |
|---|---|
| Informations générales, biographies, actualités, etc.                       | Rapports institutionnels (20 documents)   |
| Présentations et rapports de synthèse (11 documents)                        | Preuves des parties (sous-ensemble des productions officielles des parties mises à la disposition du public durant les audiences, soit env. 8 800 documents, principalement en anglais) |
| Webdiffusions et transcriptions des audiences (les 36 jours d'audiences)    | Observations finales (19 documents)   |
| Décisions de la Commission (16 documents)                                   |   |
| Rapport institutionnels – Gouvernement du Canada (15 documents)             |   |
| Présentations finales – Gouvernement du Canada (2 documents)                |   |
| Documents d'orientation commandés (17 documents)                            |   |
| Rapport final (5 volumes)   |   |